L'échec de la famille traditionnelle ou l'étirement des relations familiales

L'exode des jeunes Burkinabé des zones rurales vers Ouagadougou et
Abidjan

Dorte Thorsen

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/311>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.311

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2009

Pagination : 66-78

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Dorte Thorsen, « L'échec de la famille traditionnelle ou l'étirement des relations familiales », *Hommes & migrations* [En ligne], 1279 | 2009, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/311> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.311

L'échec de la famille traditionnelle ou l'étirement des relations familiales

L'exode des jeunes Burkinabé des zones rurales vers Ouagadougou et Abidjan

Par Dorte Thorsen,
Sussex Centre for Migration Research, University of Sussex

Briqueterie d'Oumarou
© Dorte Thorsen

Entre fuite des cerveaux et immigration clandestine, les discours récents sur les migrations en Afrique de l'Ouest se concentrent sur le parcours vers l'Europe et l'Amérique du Nord. Souvent négligées, les migrations intra-africaines concernent pourtant une population plus importante, souvent jeune et peu qualifiée. La rencontre des migrants venus d'une zone rurale du Burkina Faso, à Ouagadougou et à Abidjan, capitale économique de la Côte d'Ivoire, permet d'en préciser les contours.

Entre 15 et 20 ans, de nombreux jeunes burkinabé, originaires du pays bisa (Centre-Sud du Burkina Faso) partent pour la première fois tenter leur chance en ville. L'insertion dans l'économie urbaine remodèle profondément les liens de parenté entre les jeunes arrivants et leurs parents, restés aux villages ou installés en ville. La comparaison entre deux briqueteries qui absorbent les migrants non qualifiés servira de guide. L'une est située dans un quartier défavorisé de la périphérie de Ouagadougou. L'autre se trouve à Abidjan, dans le voisinage d'un point de concentration de la bourgeoisie en pleine expansion. Notre étude, qui prend en compte des données ethnographiques sur le lieu d'origine et la destination, se base sur des entretiens réalisés avec environ 120 jeunes migrants à Ouagadougou et à Abidjan, leurs parents au pays bisa et ceux qui les accueillent en ville⁽¹⁾. Les petits briquetiers dont il est question ici, constituent environ un cinquième des jeunes interviewés.

Les réseaux de parenté dans un contexte de mobilité élevée

Dans les discours académique et populaire sur la migration, la famille est habituellement comprise comme une unité sédentaire et nucléaire de deux ou trois générations. La migration est donc perçue comme une circulation au sein de laquelle les jeunes hommes célibataires ou les hommes mariés – avec ou sans leur femme et leurs enfants – effectuent un aller et retour pour revenir à l'unité sédentaire du foyer d'origine⁽²⁾. Cette conception est particulièrement forte pour les familles africaines, dont les configurations ont été à l'origine de mythes récurrents, telle l'immuable nature de la famille rurale.

Ce type de mythe occulte les différences entre les femmes et les hommes, une fois mariés, dans leurs rapports avec la "famille" et la façon dont la migration peut réformer ces pratiques. Par exemple, en ce qui concerne le lieu de résidence après le mariage, les pratiques culturelles et sociales déterminent si l'homme (patrilocalité) ou la femme (matrilocalité) reste au sein de sa famille, l'autre étant alors considéré comme un étranger, ou si le jeune couple peut habiter dans son espace propre (virilocalité).

Par ailleurs, l'idée d'une cellule familiale immuable masque les transformations sociales liées à l'installation permanente des migrants dans leurs lieux de destination. Plusieurs unités fondamentales se créent au sein d'une même famille – toutes caractérisées par la capacité à s'élargir et à se rétrécir selon la circulation des personnes. Enfin, cette vision erronée masque la flexibilité de l'interdépendance entre les membres

d'une même famille⁽³⁾. Bien que les femmes et les enfants soient de plus en plus identifiés comme des migrants à part entière⁽⁴⁾, l'impact de leur migration sur l'organisation et le fonctionnement des familles n'a pas encore été suffisamment pris en compte.

Contre une vision erronée de la famille

En ce qui concerne la migration des enfants, y compris celle des 15-18 ans, les discours des organisations internationales et non-gouvernementales relaient la croyance selon laquelle leur migration est le résultat de l'échec de la famille élargie. Non seulement ce genre de postulats rend invisible la capacité des enfants, et particulièrement des enfants plus âgés, à agir et à prendre leurs propres décisions concernant la migration⁽⁵⁾, mais il porte également à l'essentialisme en suggérant la dégradation de toutes formes de famille autre que la famille nucléaire.

Il est pourtant indispensable de distinguer les différents niveaux auxquels les relations familiales sont articulées. À partir d'une étude qui s'adressait aux communautés migrantes du Lesotho et du Botswana, Colin Murray⁽⁶⁾ a proposé, pour comprendre les changements et les continuités dans les structures familiales, de s'intéresser

Cette élasticité de la conception de la famille engage à formuler de nouvelles questions concernant la migration des enfants et des jeunes.

aux différences de dynamiques familiales au niveau de ménages, de lignées, et de communautés différentes. Il prend également en compte des groupes plus importants fondés sur l'appartenance ethnique, religieuse, ou sur d'autres marqueurs identitaires. Bridget O'Laughlin⁽⁷⁾ a prolongé les idées de Murray, en estimant que la tendance à décrire les systèmes de parenté en Afrique comme invariables, se dégradant plutôt que se transformant, est

incapable d'intégrer le dynamisme des réseaux de parenté et leurs processus de changement, sauf s'ils se conforment à une notion fixée de la modernité. En réalité, les systèmes de parenté fournissent un langage flexible pour créer les liens sociaux à l'intérieur et au travers des groupes de descendance.

Cette élasticité de la conception de la famille engage à formuler de nouvelles questions concernant la migration des enfants et des jeunes. Il s'agit de se pencher sur les distinctions qu'ils font, en pratique, entre les parents proches et les parents éloignés, sur les attentes qu'un aîné a envers un jeune migrant ou l'inverse, et sur la façon dont se forme leur perception de ceux qu'ils peuvent considérer comme des alliés. En quoi la migration modifie-t-elle les rapports entre les générations ?

Restent-ils identiques ou changent-ils selon la position économique et sociale des seniors, qu'elle soit réelle ou imaginée ?

Les mobilités rurales vers les villes et les pays côtiers

Bien que l'on parle d'exode rural, le taux d'urbanisation est toujours faible au Burkina Faso, où 18,3% de la population résidait dans les villes en 2005⁽⁸⁾. Pourtant, la croissance de la population urbaine pendant les trente dernières années y a été plus forte que dans les pays voisins. Le nombre de citadins a triplé. La composition démographique des villages, où restent souvent les vieux et les enfants, met en évidence l'exode des jeunes célibataires et des jeunes couples. Elle indique aussi les effets à long terme d'un exode massif vers les pays côtiers depuis le début du XX^e siècle, qui a engendré une diaspora d'environ 4,5 millions de Burkinabé au Ghana et en Côte d'Ivoire, dont plus de la moitié sont nés à l'étranger⁽⁹⁾.

L'économie rurale se fonde sur l'agriculture vivrière, l'élevage extensif et, dans certaines régions, sur la culture de rente du coton. La précarité agro-climatique (pluviométrie, qualité des sols et infestation par des insectes) entraîne des récoltes fluctuantes et, en conséquence, des moyens de subsistance vulnérables et inadéquats pour la grande majorité de la population rurale.

L'époque coloniale

Durant la période coloniale, la main-d'œuvre était nécessaire pour le développement des infrastructures et d'une économie de plantations⁽¹⁰⁾. L'utilisation effective des populations désœuvrées du Sahel constituait un moyen-clé pour civiliser les Noirs. Afin d'organiser la mobilité sahélienne vers les pays côtiers, l'administration coloniale change les frontières entre les territoires, en rendant autonome le territoire burkinabé en 1919, en le divisant entre la Côte d'Ivoire, le Soudan et le Niger en 1933, et en créant la Haute-Volta en 1947 pour contrôler le pouvoir de Houphouët-Boigny et son mouvement pour l'indépendance. Les travailleurs sont recrutés par la force. Cela incite la population rurale, et surtout les jeunes hommes qui étaient les premières cibles du recrutement, à fuir vers la Gold Coast (actuel Ghana), où les salaires sont plus élevés, pour échapper au travail non-salarié, ou très peu rémunéré. Il a fallu attendre la fin des années cinquante et la stagnation de l'économie cacaoyère pour que ces flux migratoires perdent de leur ampleur.

Des travailleurs non qualifiés

D'autres régions sont restées marginalisées, avec peu d'opportunités de rémunération pour les jeunes, sauf s'ils migrent vers les villes et les pays côtiers. Les stratégies de développement urbain se sont concentrées sur la fonction publique, un peu sur le commerce et les services, mais très peu sur les activités génératrices d'emplois formels.

Dans les années trente, les grands travaux d'infrastructure et de développement urbain à Abidjan ont attiré de nombreux travailleurs non qualifiés vers la métropole. Les hommes étaient recrutés principalement pour des travaux physiques. La situation pour les ressortissantes féminines a été très différente. Venant d'une culture où l'économie familiale est divisée entre hommes et femmes, elles se sont engagées dans leurs propres créneaux économiques urbains, en se lançant notamment dans le petit commerce, la restauration de bord de route et les services. Avec les crises économiques, au Ghana dans les années soixante puis en Côte d'Ivoire dans les années quatre-vingt, les migrants masculins ont commencé à compléter leurs salaires par des activités personnelles dans les sphères du commerce, des services locaux et du jardinage urbain⁽¹¹⁾.

Abidjan : les risques d'une destination stratégique

Les expulsions des étrangers du Ghana en 1969, et surtout de la Côte d'Ivoire en 2003, ont durement frappé les Burkinabé⁽¹²⁾. Mais, malgré l'instauration d'un sentiment d'insécurité et d'exclusion dans la communauté burkinabé, les crises économiques et la xénophobie n'ont pas arrêté le flux migratoire en provenance du Burkina Faso. Le pays reste un point stratégique pour gagner "l'argent du voyage". Ainsi, les Burkinabé migrent toujours vers la Côte d'Ivoire.

Comme le taux de scolarisation est généralement bas dans les zones rurales, beaucoup de ces jeunes migrants se trouvent limités dans leur recherche d'emploi. Presque tous sont employés dans le secteur informel et dans des types de travaux où la rémunération est faible. À Abidjan, le chômage des migrants burkinabé a augmenté avec l'arrivée de personnes des régions du Centre et du Nord, et avec l'engagement des Ivoiriens défavorisés dans des métiers auparavant exercés par les immigrants. En outre, le niveau des salaires a réellement diminué, ce qui a réduit le niveau de vie et la capacité des ressortissants à investir, ainsi qu'à envoyer de l'argent à la famille restée au Burkina Faso.

Sur la périphérie de Ouagadougou : la briqueterie de Karim

Ouagadougou offre des perspectives différentes aux jeunes migrants. Beaucoup de migrants originaires du pays bisa résident dans la périphérie est de la capitale burkinabé, comme si leur voyage s'était arrêté aussitôt qu'ils sont entrés dans la zone urbaine. Vu l'essor de la ville et les retards du processus de lotissement, les nouveaux arrivants et les défavorisés sont de plus en plus poussés vers la périphérie.

Karim est né à Abidjan de ressortissants burkinabé et a grandi là-bas. Revenu au Burkina Faso avec son petit frère en 1994, il s'est installé à Ouagadougou. Il poursuit la formation de tailleur entamée à Abidjan. Les apprentis ne reçoivent aucune rémunération au début de leur formation. Karim et son frère survivent en vendant des casse-croûte aux écoliers aux abords d'une école d'un quartier nanti. Ouvrant comme tailleur le soir, Karim commence à diversifier ses activités. L'achat d'un âne et d'une charrette lui permet, pendant la journée, de ramasser du sable et de le vendre aux chantiers de construction.

En 2005, il a complètement abandonné la couture pour se concentrer sur la vente de ciment au sac et la briqueterie. En s'installant stratégiquement entre les secteurs nouvellement ouverts à la propriété et la périphérie émergente, il approvisionne deux marchés. Celui des briques en ciment pour la construction des maisons permanentes une fois les titres de propriété obtenus, et celui des briques en banco servant à construire des maisons provisoires et moins chères sur de nouvelles parcelles de terrain, pour lesquelles les propriétaires réclament un titre. Face à la demande, il a employé deux ou trois jeunes pour creuser le sable afin de faire des briques.

En 2006, il a complété ses activités en ouvrant une boutique qui propose une gamme de marchandises étendue, depuis le ciment jusqu'à l'huile de cuisine. En 2007, désormais membre de la branche locale du Congrès pour la Démocratie et le Progrès (CDP), le parti au pouvoir, il s'est investi dans des activités de développement du voisinage. Reconnu dans son quartier de Ouagadougou, Karim est devenu également un personnage central dans la communauté des migrants du pays bisa, en employant les jeunes du village paternel.

L'espoir des jeunes migrants : gagner de l'argent

Les récits de quatre des jeunes travaillant ou ayant travaillé avec Karim dans le passé témoignent de cette aura. Paul et Yacouba ont tous les deux voyagé à Ouagadougou avec lui, alors qu'il était parti chercher un jeune travailleur au village. Boureima et Moustafa sont venus par leurs propres moyens. Ces garçons avaient entre 14 et 16 ans quand ils ont commencé à travailler à la briqueterie.

Quand les jeunes migrants parlent de leur arrivée à Ouagadougou, il apparaît clairement qu'ils sont venus avec l'espoir de gagner de l'argent. Karim a emmené Paul à Ouagadougou parce ce qu'il était le fils de la sœur de sa mère – son frère classificatoire. Paul est persuadé que c'est l'amitié qu'il a liée avec l'entrepreneur qui est à l'origine de son voyage. Le rapport employeur/employé a été d'emblée ambigu. Karim et Paul ont interprété ses implications de manières différentes. Tandis que Karim estimait que Paul travaillait peu et le trouvait paresseux par rapport à l'autre jeune, Paul entendait travailler de la même manière qu'au village, c'est-à-dire qu'il prenait des petites pauses chaque fois qu'il se sentait un peu fatigué. Il comptait en même temps sur une rémunération équivalente à celle d'un travailleur urbain.

Le contrôle des aînés, escroquerie ou leçon de prévoyance ?

Le salaire courant en 2005 pour le creusement du sable et la conduite de l'âne et de la charrette était de 5 000 ou 6 000 francs par mois⁽¹³⁾. Mais les jeunes recrutés par la voie de la parenté reçoivent rarement un salaire mensuel.

Selon Yacouba, Karim avait promis de prendre soin de lui, et le jeune a attendu patiemment de voir ce que le futur lui réserverait. Paul n'a pas eu la même patience. Il ignorait que Karim lui avait acheté une parcelle de terrain à Ouagadougou, et il

s'est senti abusé en ne recevant que 500 ou 1 000 francs d'argent de poche par mois. Pour cette raison, il a décidé de retourner au village. Karim s'est fâché, reprochant au garçon sa défiance. Au lieu de lui parler de la rémunération qu'il avait prévue pour lui, il lui a acheté de nouveaux vêtements et lui a donné une somme globale à rapporter au village.

Les parents, qui offraient du travail aux jeunes de leur région d'origine, ont expliqué le report

du paiement en fin de séjour par la nécessité de faire comprendre aux jeunes l'avantage d'épargner et d'investir pour l'avenir. C'est ce qu'a fait Karim en nous parlant du terrain qu'il avait acheté pour Paul. Par cette stratégie, les parents gardent aussi un contrôle sur les moyens des jeunes migrants, et surtout une possibilité de retirer ou de réduire la rémunération prévue. Les jeunes ne sont pas tous d'accord avec ce contrôle de leurs bénéfices. Craignant de se faire escroquer, ils souhaitent gagner et dépenser librement leur argent.

Par cette stratégie, les parents gardent aussi un contrôle sur les moyens des jeunes migrants, et surtout une possibilité de retirer ou réduire la rémunération prévue.

Boureima a connu une situation semblable. La sœur de sa mère – sa “petite maman” (sa mère de classe) – l’avait emmené à Ouagadougou pour qu’il puisse l’aider à vendre de l’eau glacée et des gâteaux devant l’hôpital. Comme Paul, Boureima s’attendait à une rémunération. Quand sa “petite maman” a refusé de lui acheter de nouveaux vêtements, il a cherché un autre travail et a emménagé chez son nouveau patron.

Les devoirs du migrant

Boureima, par exemple, a interprété les tentatives de son grand frère pour l’aider à économiser comme une volonté de “manger” ses revenus, une façon de diminuer son autonomie. Son grand frère et Karim lui ont constamment répété qu’il ne devait pas gaspiller son argent. Ils ont essayé de lui inculquer, ainsi qu’à d’autres jeunes migrants, le sens de l’épargne. Ainsi, les parents urbains veillent à ce que les jeunes rapportent des cadeaux au village. Il est important de noter que les parents en ville n’ont jamais parlé des parents résidant en Côte d’Ivoire, mais seulement de ceux vivant au village, dans le pays bisa.

Avec l’expérience de plusieurs séjours à Ouagadougou, Paul a commencé à investir dans l’achat d’animaux, et à subvenir à certains besoins de ses jeunes frères et sœurs. Il a pu accéder progressivement aux responsabilités qui lui revenaient et au rôle qui lui était assigné en tant que migrant.

Au beau milieu de la bourgeoisie à Abidjan : la briqueterie d’Oumarou

L’expansion urbaine et l’apparition de nouvelles constructions dans les périphéries des quartiers déjà établis ne sont pas des phénomènes propres à Ouagadougou. Depuis début 2007, l’optimisme à Abidjan, engendré par la négociation de l’accord de paix et l’espoir de la fin de la guerre civile, ainsi que les grandes sommes d’argent qui coulent dans certaines mains par les canaux légaux et illégaux, a entraîné une expansion colossale du marché des grandes résidences dans les quartiers nantis.

La briqueterie d’Oumarou, était située dans un tel quartier, la Riviera III, voisinant manoirs et maisons à deux étages en construction.

Ces dernières années, Oumarou a déplacé sa briqueterie à plusieurs reprises, au rythme des ralentissements économiques et des expulsions. En 2007, bien qu’il n’ait pas eu à verser de loyer à un propriétaire pour son chantier, il a payé entre 3 000 et 5 000 francs par

semaine à une branche des forces de sécurité qui réclame sa part des activités du secteur informel. À cela s'ajoute la somme de 10 000 francs versée tous les mois à la mairie de la commune de Cocody pour obtenir un permis d'activité.

En plus de la briqueterie, Oumarou vend le ciment au sac et possède quatre taxis et deux petits camions. Il a aussi construit quelques maisons mises en location à Gobélé, le quartier précaire où il loge avec ses deux femmes. Il a toujours employé huit à dix jeunes hommes sur une base contractuelle. À l'âge de 43 ans, Oumarou est devenu une figure centrale parmi les migrants originaires du pays bisa, sans doute parce que ses entreprises marchent bien, mais aussi parce qu'il cherche à aider les autres migrants et surtout les nouveaux arrivants.

Les cinq jeunes interviewés aux abords de briqueterie début 2007 ont tous travaillé avec Oumarou, mais contrairement à Karim à Ouagadougou, celui-ci n'a recruté aucun d'entre eux au pays bisa. Même son petit frère, Lalbila, né du même père mais d'une autre mère, est venu en Côte d'Ivoire de lui-même et a travaillé presque trois ans dans les plantations de caoutchouc avant de rejoindre Oumarou à Abidjan. Lalbila a voyagé jusqu'à Abidjan sans savoir quel genre de travail pourrait lui offrir Oumarou. Ils ne s'étaient pas vus depuis 17 ans. Plus tard, Lalbila a commencé à fabriquer des briques, et à aider aux livraisons de ciment et de briques. Comme Oumarou a adopté un mode de paiement très transparent – une rémunération globale, pour le groupe, divisée ensuite entre les jeunes – personne ne s'est plaint. Il exprime le souhait d'économiser assez d'argent pour obtenir un permis de conduire : *“Mon frère [Oumarou] a deux camions et on ne sait jamais, peut-être un jour il va me demander d'être son chauffeur. C'est pour ça, je projette !”*

Des aspirations semblables ont poussé Grissou à voyager jusqu'à Abidjan avec son oncle paternel (son père classificatoire) qui faisait le commerce des machines et des pièces détachées entre le Ghana et la Côte d'Ivoire. Bien qu'il ait vécu à Ouagadougou pendant deux mois, à la recherche d'un emploi, il n'a pas eu l'expérience du marché du travail. Les observations qu'il a faites à Abidjan ont probablement contribué aux tensions qu'il a développées avec son oncle – tensions proches de celles qui existent entre Paul et Karim à Ouagadougou – qui concernent la rémunération en espèces et la charge de travail. Grissou a expliqué les difficultés rencontrées dans de tels rapports d'emploi :

“J'ai essayé de travailler avec mon père, mais vous savez comment sont ces parents qui sont bien placés... Ils croient que s'ils laissent un de leurs enfants travailler dans leur entreprise, il ne travaillera pas bien et empochera tout ce qu'il pourra.”

Grissou a continué à vivre chez son “père”. Il a commencé à vendre des cigarettes et d'autres petites choses, comme il le faisait par le passé dans une ville rurale du pays bisa, proche de son village. En pratiquant ce commerce ambulancier, il a rencontré Oumarou qui, au bout de quelques temps, lui a proposé de venir travailler avec lui.

La ville : royaume de l'insécurité économique

La plupart des jeunes venus à Abidjan ont été surpris de découvrir l'insécurité financière qui les attendait. Tandis que Lalbila n'a jamais pu économiser pendant ses années de travail dans les plantations où il gagnait de 15 000 à 22 000 francs CFA par mois (soit entre 500 et 750 francs par jour), il a supposé qu'Abidjan aurait davantage à lui offrir. Mais il a compris en ville que même s'il gagnait 2 000 francs en une journée, il lui resterait très peu après avoir mangé.

Marcel, quelques mois après son arrivée à Abidjan, n'a toujours pas surmonté sa déception. Il a presque regretté d'avoir abandonné ses petites affaires au village, où il vendait de l'essence au bord de la route principale menant à la frontière du Ghana et du Togo. Avant de venir à Abidjan, il croyait que les difficultés vécues dans les zones rurales du Burkina Faso surpassaient largement toutes les autres. Désormais, il a commencé à comprendre que, parmi les ressortissants qu'il croyait égoïstes, il y avait des gens qui n'avaient même pas assez à renvoyer au village. L'épouse d'un grand frère de Marcel a fait la connaissance d'Oumarou et c'est elle qui a négocié l'emploi. À la vue du garçon, de petite taille malgré ses 18 ans, Oumarou a émis des doutes. La briqueterie exige en effet beaucoup de force physique. À Ouagadougou, les garçons les plus petits conduisent l'âne. À Abidjan, le sable arrive par camion et la quantité de briques fabriquées est beaucoup plus importante. Marcel a supplié Oumarou de lui donner cet emploi et celui-ci a fini par le placer dans le groupe des plus jeunes travailleurs. Malgré son envie de travailler, Marcel a concédé que le travail était très dur. Bien qu'il ait trouvé la situation juste, étant donné qu'il travaillait moins que les autres, il s'est tout de même plaint de recevoir moins d'argent lors du partage de la rémunération.

David, qui a commencé à travailler pour Oumarou quelques jours avant l'entretien, est d'un gabarit proche de celui de Marcel.

Deux ans auparavant, son grand frère l'a emmené à Abidjan parce qu'il avait besoin d'une aide pour son commerce de nourriture. Mais, alors que les affaires ralentissaient, un autre frère l'a conduit à la briqueterie. En fait, David avait exprimé le désir de retourner au village, au pays bisa, non pas en raison des difficultés rencontrées à Abidjan, mais pour revoir sa famille. Quand il avait 6 ans, son père l'a envoyé dans une école coranique au nord du Burkina Faso, dont il n'est revenu qu'au moment où son grand frère rendait visite à la famille et l'emmenait à Abidjan. David s'est retrouvé face à un dilemme. Toutefois, craignant d'offenser son frère, soucieux de lui procurer un meilleur avenir, il est resté à Abidjan.

Une émancipation difficile, mais pas impossible

Parmi les jeunes briquetiers, Grissou est le seul qui n'ait pas parlé d'aider directement ses parents, peut-être parce qu'il a beaucoup de frères. Il souhaite économiser pour investir au Burkina Faso, afin de s'assurer une position sociale et une sécurité économique à long terme. Marcel est parti en Côte d'Ivoire parce qu'il voulait aider sa mère, mais pendant son séjour à Abidjan, il a réalisé qu'il pouvait mieux y parvenir s'il restait au village. Par conséquent, il a commencé à économiser pour réunir les 32 000 francs nécessaires pour le voyage du retour.

Joseph, de son côté, a jugé positivement son séjour à Abidjan. Non seulement il est parvenu à épargner 150 000 francs, mais il a également remis de l'argent à ses parents presque chaque fois qu'ils ont demandé son aide. Par ailleurs, Joseph a aidé un autre frère, né des mêmes parents, à voyager en Guinée Equatoriale. Mis à part la possibilité de gagner plus à Abidjan qu'à Ouagadougou, il a apprécié le savoir-faire acquis en s'émancipant de la tutelle de ses parents. Il est convaincu que s'il était resté à Ouagadougou il n'en aurait pas été de même, à cause de la proximité de la maison et de la facilité à requérir le soutien des parents.

Comme l'indique l'observation de Joseph, le passage de la frontière apporte davantage de lucidité et de persévérance. Les espoirs de ce qu'on peut gagner par la migration sont beaucoup plus élevés pour Abidjan que pour Ouagadougou. De même, l'investissement consenti – l'achat d'un billet à 32 000 francs au lieu d'un ticket d'autobus à 3 000 francs à Ouagadougou – rend le retour au village très difficile, surtout si les jeunes reviennent les mains vides. Les parents en ville s'attendent toujours à ce que les jeunes travaillent dur, et si les jeunes ne parviennent pas à satisfaire leurs attentes, ils sont renvoyés. Même Oumarou, qui s'identifie pourtant aux jeunes ressortissants et leur offre du travail pour les aider à se débrouiller, a renvoyé un frère de même père, mais de mère différente, qu'il jugeait paresseux.

La réussite du voyage : entre indépendance et responsabilité

Le bas coût de la vie à Ouagadougou, la proximité de la région d'origine et le prix abordable des tickets d'autobus permettent aux jeunes d'être très indépendants. Ils peuvent retourner à la maison en cas d'échec. Le problème récurrent pour eux est l'escroquerie sur leur salaire, et c'est la raison pour laquelle ils font preuve de peu de patience lorsque les rapports de travail avec leurs parents sont ambigus.

À Abidjan, au contraire, les rapports employeur/employé – familiaux ou non – impliquent un salaire, au moins pour les jeunes hommes. Tout en acceptant le souhait d'indépendance des nouveaux arrivants, les ressortissants aînés poursuivent une stratégie spécifique. Ils se procurent une main-d'œuvre moins chère, en même temps qu'ils s'assurent que les jeunes puissent subvenir à leurs propres besoins (logement, alimentation, vêtements, etc.).

Les jeunes prennent vite conscience du coût élevé de la vie à Abidjan et n'ont pas les mêmes possibilités d'action qu'à Ouagadougou. Les migrants burkinabé souffrent fréquemment du chômage ainsi que des harcèlements policiers, ce qui rend souvent nécessaire leur insertion dans le réseau social des ressortissants, pour trouver un emploi et un logement. Les jeunes n'osent pas créer trop de problèmes parce qu'ils se savent dépendre de leurs familles.

Les conceptions des relations familiales étroites et éloignées, y compris des espérances, attentes et responsabilités existant entre parents, façonnent l'expérience de la migration des jeunes dans un endroit où "la langue de parenté" est extrêmement flexible. Les jeunes parvenus à accompagner un migrant de leur famille ou recrutés pour travailler avec un migrant parlaient, de manière très générique, de "frères" plus âgés, de "père" ou de "mère", et utilisaient également ces termes pour parler de la personne qui leur a donné un repas pendant le voyage ou leur a indiqué la route. En traçant ces rapports, il devient clair que les migrants qui payent le transport pour les jeunes viennent presque toujours de la même maisonnée au village et que les jeunes acceptent de travailler pour ces parents en raison de vagues promesses de prise en charge. ■

Notes

1. L'étude comprend quatre périodes de terrain entre 2005 et 2008, douze mois au total, mais la compréhension de la culture bisa et des pratiques sociales dans les villages se basent sur des études antérieures dans la zone rurale. L'auteur souhaite exprimer sa reconnaissance pour le financement de sa recherche au DFID, au Development Research Centre on Migration, Globalisation & Poverty à l'Université de Sussex, Angleterre, en 2005, et au Nordic Africa Institute à Uppsala, Suède, en 2006-2008. Également, elle exprime sa profonde gratitude aux informateurs bisa au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire pour leur grande hospitalité, et à Mlle Justine Caurant, IRD Mali, pour l'aide éditoriale.

2. Par exemple, Joseph Gugler, "The Son of the Hawk does not remain abroad: the Urban-Rural Connection in Africa", *African Studies Review* 45(1), 2002, p. 21-41; Christophe Z. Guilmoto, "Institutions and Migrations. Short-term versus Long-Term moves in Rural West Africa", *Population Studies* 52, 1998, p. 85-103 ; Marc H Ross et Thomas S Weisner, "The Rural-Urban Migrant Network in Kenya: Some General Implications", *American Ethnologist* 4(2), 1977, p. 359-75.
3. Voir Ann Witthead, "Rural Women and Food Production in Sub-Saharan Africa", in Jean Dreze et Amartya Sen (eds.), *The Political Economy of Hunger*, Oxford, Clarendon Press, 1990 et "Wives and Mothers: Female Farmers in Africa", in Aderanti Adepoju et Christine Oppong (eds.), *Gender, Work and Population in Sub-Saharan Africa*, London: ILO, 1994, p. 35-53.
4. Voir en particulier : Iman M Hashim, *Exploring the Inter-Linkages between Children's Independent Migration and Education: Evidence from Ghana*, Working Paper WP-T12, Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty, University of Sussex, Brighton, 2005 ; Uche C Isiugo-Abanihe, "Child Fosterage in West Africa", *Population and Development Review* 11(1), 1985, p. 53-73 ; Matthew Lockwood, "Reproduction and Poverty in Sub-Saharan Africa", *IDS Bulletin* 28, 1997, p. 91-100 ; Victor Muzvidziwa, "Zimbabwe's Cross-Border Women Traders: Multiple Identities and Responses to New Challenges", *Journal of Contemporary African Studies* 19, 2001, p. 67-80 ; Niara Sudarkasa, "Women and Migration in Contemporary West Africa", *Signs* 3(1), 1977, p. 178-89.
5. Voir Iman M Hashim, "Working with Working Children: Child Labour and the Barriers to Education in Rural Northeastern Ghana", DPhil thesis, School of Social Sciences and Cultural Studies, University of Sussex, Brighton, 2004 ; Dorte Thorsen, "Child Migrants in Transit: Strategies to assert New Identities in Rural Burkina Faso", in Catherine Christiansen, Mats Utas and Henrik E Vigh (eds.), *Navigating Youth, Generating Adulthood. Social Becoming in an African Context*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 2006, p. 88-114 ; Ann Whitehead, Iman M Hashim, et Vegard Iversen, *Child Migration, Child Agency and Inter-Generational Relations in Africa and South Asia*, Working Paper T24, Development Research Centre on Migration, Globalisation & Poverty, Brighton, University of Sussex, 2007.
6. Colin Murray, "Migrant Labour and Changing Family Structure in the Rural Periphery of Southern Africa", *Journal of Southern African Studies* 6(2), 1980, p. 141 ss.
7. Bridget O'Laughlin, "Myth of the African Family in the World of Development", in Deborah F Bryceson (ed.), *Women Wielding the Hoe*, Oxford/ Washington D.C., Berg Publishers, 1995, p. 63-91.
8. Ce taux est inférieur à ceux des pays voisins, à l'exception du Niger (UNDP 2007).
9. Titinga Frédéric Pacere, *Burkina Faso : migration et droits des travailleurs (1897-2003)*, Paris, Karthala, 2004, p. 51.
10. Marc Le Pape, "L'attraction urbaine. Soixante-cinq ans d'observations sur Abidjan", *Cahiers des sciences humaines* 29(2-3), 1993, p. 333-48.
11. Voir Keith Hart, "Informal Income Opportunities and Urban Employment in Ghana", *The Journal of Modern African Studies* 11(1), 1973, p. 61-89.
12. Aderanti Adepoju, "Illegals and Expulsion in Africa: the Nigerian Experience", *International Migration Review* 18(3), 1984, p. 426-36 ; Arjan de Haan, "Livelihoods and Poverty: the Role of Migration - A Critical Review of the Migration Literature", *Journal of Development Studies* 36(2), 1999, p. 1-47.
13. Le taux de change en 2005 était 656 francs CFA pour 1 euro.

Bibliographie

- Aderanti Adepoju, "Migration in Sub-Saharan Africa", *Current African Issues*, 37, Nordiska Afrikainstitutet, 2008.
- Savina Ammassari, "Gestion des migrations et politiques de développement : optimiser les bénéfices de la migration internationale en Afrique de l'Ouest", *Cahiers de Migrations Internationales*, 2004, p.72.
- Kouamé Appessika, "The case of Abidjan, Ivory Coast", in *Understanding Slums: Case Studies for the Global Report on Human Settlements 2003*, Nairobi, Nations-Unies, 2003.
- Mark Breusers, *On the Move: Mobility, Land Use and Livelihood Practices on the Central Plateau in Burkina Faso*, Ph.D. thesis, Department of Rural Development, Wageningen Agricultural University, Wageningen, 1998.
- Mike Collyer, "In-Between Places: Trans-Saharan Transit Migrants in Morocco and the Fragmented Journey to Europe", *Antipode* 39(4), 2007, p. 668-90.
- Dennis D Cordell, Gregory W Joel et Victor Piche, *Hoe and Wage. A Social History of a Circular Migration System in West Africa*, Boulder, Colorado, Westview, 1996.
- Papa Demba Fall, "La dynamique migratoire ouest-africaine entre ruptures et continuités", communication présentée à l'atelier sur les migrations africaines 'Understanding Migration Dynamics in the Continent', International Migration Institute, Oxford University & Centre for Migration Studies, University of Ghana, Accra, 18-21 septembre 2007.
- Gregory A Finnegan, *Population Movement, Labour Migration, and Social Structure in a Mossi Village*, Ph.D. thesis, Graduate School of Arts and Sciences, Department of Anthropology, Brandeis University, Waltham, MA, 1976.
- Patrick Manning, *Francophone Sub-Saharan Africa 1880-1995*, 2nd edition, Cambridge University Press, 1998.
- Jean Suret-Canale, *French Colonialism in Tropical Africa 1900-1945*, New York, Pica Press, 1971.
- Dorte Thorsen, "If only I get enough Money for a Bicycle!" *A Study of Childhoods, Migration and Adolescence against a Backdrop of Exploitation and Trafficking in Burkina Faso*, Working Paper T21, Development Research Centre on Migration, Globalisation & Poverty, University of Sussex, Brighton, 2007.
- UNDP, *Human Development Report 2007/2008, Fighting Climate Change: Human Solidarity in a Divided World*, New York, UNDP, United Nations, 2007.